

Louise Mushikiwabo dirigera l'OIF

La ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a été élue à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie.

● Philippe LERUTH

Les jeux étaient joués, depuis le ralliement, jeudi, du Canada à la candidature de Louise Mushikiwabo : la ministre rwandaise des Affaires étrangères a été élue ce vendredi secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF) face à la sortante canadienne Michaele Jean. Pourquoi l'investissement du Rwanda à ce niveau : réponses avec Bob Kabamba, directeur de la cellule d'appui politique en Afrique centrale à l'université de Liège, et Peter Verlinden, journaliste de la VRT, grand spécialiste de l'Afrique.

1. Mettre le Rwanda sur la carte du monde La candidature de son ministre des Affaires étrangères doit permettre de « donner au Rwanda une place à l'échelle du monde », explique Peter Verlinden. Une « stratégie d'infiltration et de lobbying, qu'on pourrait comparer à celle d'Israël », illustre le journaliste de la télévision publique flamande. Le président

rwandais, Paul Kagame, s'est ainsi imposé à la tête de l'Union Africaine, mais son mandat arrive à échéance en fin d'année. Louise Mushikiwabo doit entretenir la renommée de son pays à l'échelle de la francophonie.

2. Virage français Les relations franco-rwandaïses ont longtemps été empoisonnées par l'enquête menée par le juge Bruguière en France, contre le Front Patriotique Rwandais (FPR), au pouvoir à Kigali, pour son rôle dans l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994. L'attaque a prélué au génocide rwandais et l'arrivée au pouvoir du FPR. « Mais depuis son installation à la présidence de la République, Emmanuel Macron veut revoir l'approche française de l'Afrique », note Bob Kabamba. « Il est pragmatique : il voit dans le Rwanda, comme la Belgique et les pays européens, un facteur de stabilité en Afrique centrale », complète Peter Verlinden. L'action de l'OIF en Afrique est souvent soutenue par des Instituts français, conclut Bob Kabamba, « au risque d'assimiler l'Organisation à France »...

3. Affaire africaine Hors la parenthèse Michaele Jean, « favorisée parce que la France refusait la candidature de Pierre Buyoya, l'ancien dictateur burundais », le secrétariat de l'OIF a

toujours été occupé par des Africains, « parce que l'Afrique compte le plus grand nombre de francophones et que l'avenir du français est en Afrique », signale Bob Kabamba. « Et de son poste de président de l'UA, Paul Kagame a fait pression sur les pays africains francophones, dont les moins démocratiques, pour qu'ils soutiennent sa candidate, ajoute Peter Verlinden. La veille de l'élection, voyant la partie perdue pour Michaele Jean, le Canada lui-même s'y est rallié ».

4. Remise en ordre Le président Kagame a joué la carte « de la réforme d'une structure assez sclérosée de l'OIF, comme il l'avait fait lui-même pour l'Union Africaine », relève Bob Kabamba. Un des reproches adressés à Michaele Jean était « qu'elle n'avait rien fait pour réformer l'Organisation ». Voilà Louise Mushikiwabo au pied du mur ! ■

L'anglais a remplacé le français dans l'enseignement

La désignation de Louise Mushikiwabo a suscité bien des réticences dans le monde francophone : en 2008, le Rwanda a remplacé le français par l'anglais comme langue obligatoire ; puis il a rallié le Commonwealth, pendant anglophone de l'OIF. Et c'est en anglais que le président rwandais, Paul Kagame, a annoncé la candidature de sa ministre des Affaires étrangères.

« Mais ce mouvement vers le monde francophone n'est pas surprenant, analyse Peter Verlinden. Car depuis quelque temps, les critiques à l'égard du régime rwandais se sont faites beaucoup plus viru-

lentes dans le monde anglo-saxon et notamment aux États-Unis, où le Rwanda ne bénéficie plus du tout de la position qui était la sienne à l'époque de Bill Clinton, ou au Royaume-Uni, où des figures importantes de l'opposition rwandaise ne ménagent pas leurs attaques contre Paul Kagame ».

L'agenda politique se double d'un agenda...touristique, ajoute Bob Kabamba, « car le tourisme est un secteur économique d'avenir au Rwanda. Avec l'organisation probable d'une série de sommets francophones à Kigali, c'est la publicité indirecte du pays qui sera ainsi assurée ». ■

Phl. Le.